

La situation à Gaza a dépassé le stade de l'horreur. En 100 jours on ne décompte pas moins de 30000 morts dont 1/3 sont des enfants de moins de 12 ans. Une catastrophe humanitaire s'annonce au sud de la bande où sont entassés des milliers de réfugiés qui tentent de fuir les bombardements. Les appels au cessez-le-feu se multiplient dans le monde mais aussi en Israël ou des milliers de manifestants le réclament sous les fenêtres du gouvernement afin de pouvoir obtenir la libération des 130 otages retenus depuis le 7 octobre.

La reprise des combats en Ukraine et parfois sur les territoires russes fait craindre un embrasement au cœur de l'Europe. Certains pays parlent déjà d'économies de guerre pour pouvoir fournir notamment des armements. Ainsi les usines françaises de canons tournent 24h/24 pour fournir l'armée ukrainienne comme l'a indiqué le nouveau ministre des affaires étrangères dont le premier déplacement, toujours très symbolique, a eu lieu à Kiev.

Macron joue sur la peur à l'international, comme en France où il nous monte les uns contre les autres. Dans une course effrénée pour rattraper l'extrême droite, Macron serait-il en train de la dépasser ? En roue libre et avec cynisme il lâche tout son fond réactionnaire : De l'ordre, de l'autoritarisme, du mépris et de la haine de classe, avec un programme de guerre contre les travailleurs, les pauvres, les services publics, l'école, la protection sociale.

Déjà la « loi immigration » condensait une sorte de bréviaire de la haine, contre l'étranger, contre les droits les plus élémentaires à l'accueil et à la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, contre tous ces travailleurs exploités qui n'ont que le droit de se taire et de servir les intérêts du patronat. Une loi qui sert de paravent aux véritables enjeux démocratiques, économiques et sociaux dans un monde qui bruisse de mille dangers. Une loi immigration, profondément en rupture avec la Sécurité Sociale de 1945, marque un tournant xénophobe des politiques sociales avec l'introduction de critères de nationalité où la cotisation sociale ne garantit plus forcément l'ouverture des droits.

C'est dans ce monde où le libéralisme fait toujours plus de victimes qu'Emmanuel Macron veut « Aller plus vite », « supprimer les normes », « Briser les tabous ». Tout est dit. Les réformes ultra libérales vont s'accélérer « sans tabou » et achever la casse du code du travail, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, de toutes les protections, de tous les conquits gagnés par la lutte des travailleurs.

Alors que le CAC 40 annonce des records avec 97,1 milliards d'euros de dividendes en 2023, soit une augmentation de 40% entre 2021 et 2023, Emmanuel Macron continue à s'attaquer aux plus précaires comme les malades ou les privés d'emplois.

Annoncée dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale à l'automne dernier, le doublement des franchises médicales avait été enlevé face au tollé provoqué. Aujourd'hui le voilà de retour pour « responsabiliser » les patients qui ont le mauvais goût d'être malade. Le président pousse même le vice à en faire un élément de justice sociale en rappelant que le plafond est maintenu à 50 € par an pour les malades chroniques.

Au-delà du montant c'est bien le fait de pénaliser un malade au nom du « trou de la Sécu » qui nous est insupportable. La Sécurité sociale est là pour répondre aux besoins. Les problèmes de financement n'existent que parce que 80 milliards de cotisations sont offerts chaque année au patronat asséchant ainsi les caisses.

Toujours dans l'idée de pénaliser et culpabiliser les plus fragiles, une contre-réforme de l'assurance-chômage épisode 3 est prévue au printemps. France Travail à peine opérationnel, il va s'agir rapidement pour le gouvernement de s'attaquer au montant des allocations et de passer un 2e coup de rabot sur leur durée notamment pour les travailleurs proches de la retraite. Ils pensent déjà s'attaquer au refus « d'offre raisonnable » d'emploi alors même qu'on sait que plus de 50% des offres de feu Pôle Emploi sont illégales.

Dans cette feuille de route du nouveau gouvernement absolument rien n'améliorera notre vie quotidienne. Rien de concret sur les salaires, confirmation des hausses de prix sur l'énergie constituées uniquement de taxes, énième promesse de baisses d'impôts....

Notre travail pour construire des mobilisations autour de l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux est plus que jamais nécessaire. Il s'inscrit dans un temps long qui doit permettre de lutter contre la fatalité ambiante.

**Dans cette perspective, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, doit nous permettre d'organiser une journée de grève intersyndicale pour relancer nos actions tant sur les salaires que sur nos conditions de travail.**